

## Reflections on the War Measures Act of 1970

Forty years ago next month, the Canadian government declared martial law. In the days following the declaration, Canadian police agencies seized and detained some 500 political, trade union and Quebec independence activists across Canada for days, weeks and even months, all of whom were never formally charged. The occasion for the declaration of the War Measures Act was the kidnapping of a British diplomat, James Cross, and then of the minister of labour of the Quebec government, Pierre Laporte, by a small, militant group of pro-Quebec independence activists, the FLQ. Several days following the declaration of martial law, Laporte was killed by one of the autonomous cells of the FLQ.

Over the last two days, the French language service of the CBC, Radio Canada, has broadcast a new, comprehensive, 90 minute documentary film on these events. One of the claims at the heart of the Radio Canada documentary is that the federal and Quebec governments were informed by police agencies that the death of Laporte was not premeditated, that he was killed while trying to escape during a transfer of the location where he was being held. Other revelations in the documentary touch on what has always been widely argued by critics of martial law, namely the federal and Quebec governments greatly exaggerated the influence of the FLQ in order to convince a skeptical public that martial law was required. The producer of the documentary warns at the beginning, "Was the October Crisis a vast program of propaganda, and by whom? Be forewarned, the answers to these questions shake up the received wisdom to date."

The producer of the documentary was interviewed on Sept 24 on CBC's As It Happens. You can listen to that interview online when the show is posted (looks like that won't happen until Monday) <http://www.cbc.ca/asithappens/episode/>. Or you can download it in MP3 format here: <http://www.cbc.ca/podcasting/includes/asithappens.xml>. The interview took place in the third half hour of the program.

The Radio Canada television documentary was broadcast (in French) on "Tout le monde en parlait" in two parts on Sept 23 and 24. You can watch it online (in French) here: [http://www.radio-canada.ca/emissions/tout\\_le\\_monde\\_en\\_parlait/2010/](http://www.radio-canada.ca/emissions/tout_le_monde_en_parlait/2010/).

Below is an article that appears on the weekly web zine of L'Aut'Journal, a monthly print magazine published in Montreal. In it, Paul Cliche recounts how the declaration of martial law in 1970 wrecked the promising campaign of a radical political movement that was contesting the Montreal municipal election and headed for a significant electoral breakthrough.

Roger Annis

## La Loi sur les mesures de guerre

Paul Cliché - 23 septembre 2010,

*L'auteur a été président du Front d'action politique (FRAP)  
et candidat dans Rosemont en 1970*

Dans un livre qui vient d'être traduit en français, William Tetley, ministre des Institutions financières dans le cabinet Bourassa, soutient que la demande du premier ministre québécois, poussé par le maire Drapeau, faite au premier ministre Trudeau de promulguer la Loi sur les mesures de guerre pendant la Crise d'octobre n'a pas été faite de façon précipitée. Selon lui, elle était justifiée parce que le Québec se trouvait alors «en état d'insurrection appréhendée».

Cette affirmation étonnante survient 40 ans après que quelque 500 citoyens et citoyennes aient été emprisonnés arbitrairement et se soient vus privés de tous leurs droits civiques pendant plusieurs jours voire des semaines et même des mois sans qu'aucune accusation ne soit portée contre eux.

Faisant fi de la réprobation qu'a suscitée cette mesure répressive à l'échelle internationale et ignorant le jugement de l'Histoire, M. Tetley pousse l'aberration jusqu'à traiter de «révisionnistes» ceux qui ne partagent pas son point de vue.

En réalité, le triumvirat Trudeau-Bourassa-Drapeau a tellement paniqué un moment donné que la rumeur a circulé que le directeur du *Devoir* et futur chef libéral, Claude Ryan, pourrait prendre la tête d'un gouvernement provisoire qui aurait chassé celui de Bourassa. Cet épouvantail d'un complot appréhendé était tellement ridicule que la rumeur a vite fait long feu.

J'ai été moi-même, en 1970, un modeste acteur de la Crise d'octobre en tant que président et candidat du seul parti d'opposition au régime Drapeau, le Front d'action politique (FRAP) nommé en l'honneur de la coalition qui avait permis à Allende de prendre le pouvoir au Chili.

L'enlèvement du diplomate Cross est survenu au début de la campagne électorale municipale quelques jours après qu'un sondage du quotidien *Montreal Star* eut accordé 35% des intentions de votes à notre parti; ce qui aurait signifié l'élection de 15 à 20 conseillers/ formant une solide opposition à l'hôtel de ville.

Deux de nos candidats ont été emprisonnés en vertu de la Loi sur les mesures de guerre et relâchés seulement quelques heures avant le vote.

Il ne s'est pas passé une journée durant la campagne sans que nos adversaires, Drapeau en tête, n'accusent notre parti d'être le «bras électoral du FLQ».

Pourtant notre position, définie dès le début de la crise était claire : Nous appuyions les revendications sociales du FLQ, mais nous nous dissociions de la violence qu'il utilisait.

Le soir de l'élection, Drapeau a obtenu ce qu'il voulait. Le FRAP n'a fait élire aucun candidat même s'il a obtenu 18% du vote en moyenne dans les districts où il a présenté des candidats.

Ainsi, le potentat montréalais a pu continuer à régner sans avoir à rendre compte de ses gestes. Il a pu aussi, comme l'a démontré plus tard l'épisode de la construction du stade olympique qui s'annonçait d'ores et déjà comme un gouffre sans fond. continuer à obtenir ce qu'il désirait d'un Robert Bourassa faiblard.

<http://www.lautjournal.info/default.aspx?page=3&NewsId=2513>